

St Gilles Gillis



Octroi d'une prime communale aux commerçants pour la prévention des vols et cambriolages - Règlement communal pour 2026.

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale et, notamment, l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des actes des autorités communales en vue de la tutelle administrative ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu la Circulaire du 11 avril 1995 du SPF Intérieur concernant le modèle de règlement pour l'instauration d'une prime communale portant sur des mesures de techno-prévention pour la prévention des cambriolages dans les habitations ;

Considérant que la commune souhaite attribuer une prime dans le but de protéger réellement et sérieusement les commerces situés sur le territoire de la commune pour prévenir les vols et les cambriolages ;

Considérant que cette prime communale incitera les commerçants à se prémunir contre les risques de cambriolages et de vols en renforçant la sécurisation de leur commerce par des mesures techniques efficaces ;

Considérant les risques de vols et de cambriolages encourus par les commerçants, les magasins et le secteur Horeca liés à leurs activités professionnelles que ce soit pendant leurs heures d'ouverture ou lors de la fermeture de leurs locaux professionnels, ce qui justifie l'octroi de la prime de sécurisation ;

Considérant qu'ils sont des cibles potentielles sensibles aux vols, cambriolages et braquages vu la présence d'argent liquide sur place ;

Considérant qu'une prime régionale octroyée par Bruxelles Economie et Emploi (BEE) existe pour des investissements de sécurisation d'un montant supérieur à 2.000 € TTC ;

Considérant que la prime communale vise dès lors à soutenir les investissements de sécurisation d'un montant inférieur à 2.000 €, qui sont exclus du bénéfice de la prime régionale ;

Considérant qu'en outre une déduction fiscale complémentaire existe pour des investissements ayant pour objectif la sécurisation des locaux professionnels ;

Considérant la volonté de la commune de Saint-Gilles de soutenir les commerçants saint-gillois et l'activité économique ;

Considérant qu'un montant de 4.000 € est inscrit à l'article 300/322-01/78 par le service de prévention en collaboration avec le service de développement économique ;

Considérant qu'un crédit de 4.000 € a donc été prévu pour l'octroi d'une prime communale en faveur du commerçant qui sécurise son local professionnel dans le cadre de la prévention des vols et des cambriolages sous réserve d'approbation par la Tutelle ;

Considérant la nécessité de réglementer la présente matière ;

Décide,

D'arrêter comme suit le règlement communal concernant l'octroi d'une prime aux commerçants qui sécurisent leur local professionnel afin de se prémunir contre les vols et les cambriolages :

Article 1er :

Dans les limites des crédits budgétaires alloués à cet objet, à savoir 4.000 €, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut attribuer une prime pour l'achat et/ou l'installation de mesures de techno-prévention en vue de la protection des commerces situés sur le territoire de la commune. Cette prime sera attribuée suivant l'ordre d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits budgétaires.

Article 2 :

§ 1er. Le mot "prime" dans le présent règlement vise le remboursement d'un pourcentage, avec un montant maximum, des frais payés pour l'achat et/ou l'installation de moyens techno-préventifs pour la protection des commerces contre le vol et le cambriolage.

§ 2. Le mot "commerce" dans le présent règlement vise le local accessible au public où une activité professionnelle de vente directe de produits ou de services est exercée, situé sur le territoire de la commune.

Sont visés : les commerces de détail, les magasins et les établissements du secteur Horeca (hôtels, restaurants, cafés), à condition que ces entités répondent aux critères suivants :

- Occuper moins de dix équivalents temps plein, à l'exclusion des intérimaires et des étudiants ;
- Avoir pour activité principale la vente directe de produits ou l'offre de services à des consommateurs ou à des petits utilisateurs, requérant avec les clients un contact direct et personnel qui a lieu, dans des circonstances normales, à l'intérieur d'un établissement bâti situé sur le territoire de la commune.

§ 3. Le mot « mesure de techno-prévention » dans le présent règlement vise les mesures techniques prises en vue de protéger les locaux commerciaux et professionnels (volet, système d'alarme électronique, porte blindée, serrure/verrou de sécurité ou multipoints ou électro-magnétique, coffre-fort, retardateur d'ouverture de caisse, vitrage de sécurité, caméras de surveillance, armoire de sûreté). Ne sont pas visés les systèmes d'interphone, de parlophonie, de connexions en matière de domotique ou des services liés à la domotique ainsi que les éventuelles redevances à des sociétés de maintenance ou de surveillance.

Article 3 :

§ 1er. La prime est exclusivement octroyée aux commerçants dans le but de protéger leur commerce et ne bénéficiant pas de la prime octroyée par Bruxelles Economie et Emploi (BEE). Par conséquent, elle est octroyée uniquement pour des dépenses allant jusqu'à 1.999 € TTC mais elle peut être cumulée avec la déduction fiscale complémentaire octroyée par le SPF Finances dans le cadre de la sécurisation des locaux professionnels (CF impôt des sociétés 275U).

§ 2. La prime s'élève à 50 % des frais d'achat et/ou d'installation avec un maximum de 400 € par commerce.

§ 3. Si un commerçant possède plusieurs locaux commerciaux sur le territoire de la commune de Saint-Gilles, la prime ne pourra être allouée que pour 2 de ses commerces maximum par an.

Article 4 :

§ 1er. Les mesures prises doivent contribuer de manière réelle, effective et sérieuse à la protection du commerce et doivent diminuer de la même manière le risque de vol et de cambriolage.

§ 2. Les mesures qui sont prises en considération doivent viser l'amélioration de la protection organisationnelle et physique du commerce.

Article 5 :

Préalablement à l'achat et à l'installation de mesures de sécurité supplémentaires, un avis peut être demandé auprès du conseiller en prévention vol à l'adresse

électronique prevention@stgilles.brussels ou au numéro de téléphone tél:+3225426240.

L'avis se limite à des recommandations sur les mesures à prendre qui entrent en ligne de compte pour la prime visée au présent règlement.

Pour disposer de plus amples informations, veuillez consulter le site : <https://stgilles.brussels/services/prevention/prevention-vol/>

Article 6 :

Les travaux pourront être effectués, soit par les personnes ayant demandé à pouvoir bénéficier de la prime, soit par un professionnel enregistré. Dans les deux cas, les factures originales (ou duplicatas) et/ou ticket(s) d'achat de matériel et/ou de réalisation des travaux devront être présentées au conseiller en prévention vol. En cas de non transmission de ces pièces justificatives, la prime ne pourra pas être accordée.

Article 7 :

§ 1er. Les demandes de prime sont introduites, par le titulaire du commerce où le système de prévention sera installé ou par la personne dûment mandatée, auprès du service prévention. Pour ce faire un formulaire de demande doit être complété et signé par le demandeur et remis soit en mains propres au service prévention au 143 Rue de Mérode, soit envoyé via e-mail à prevention@stgilles.brussels soit envoyé par courrier recommandé au service prévention de la Commune de Saint-Gilles au 143 Rue de Mérode 1060 Bruxelles ;

Les demandes sont centralisées auprès du conseiller en prévention vol au service de prévention communal.

§ 2. La prime ne peut être demandée que pour des frais exposés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement. Les travaux doivent impérativement avoir lieu à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement et facturés avant le 31 décembre 2026. Le demandeur doit produire l'original ou le duplicata de la facture ou du ticket d'achat et/ou de la facture d'installation qui établit le montant des frais exposés.

§ 3. Les dossiers de demandes d'octroi de la prime avec les documents justificatifs datés de 2026 peuvent cependant encore être introduits jusqu'au 30 juin 2027 au plus tard. Au-delà de cette date, les primes relatives à des travaux de sécurisation datés de 2026 ne peuvent plus être octroyées.

§ 4. Le conseiller en prévention vol effectue un contrôle technique et administratif.

Le contrôle administratif comprend un contrôle des pièces originales, de la date de ces pièces originales et la vérification de tous documents utiles à l'octroi de la prime. Le contrôle technique comprend la vérification sur place de ce que les mesures de sécurité qui sont l'objet de la demande de prime aient été réellement exécutées avec effet dissuasif contre le vol et le cambriolage.

§ 5. Le conseiller en prévention vol requerra l'avis du service Sécurité, Hygiène et Environnement (S.H.E.) de la Commune, si la demande concerne un Horeca, et contrôlera auprès du service du Développement économique si le commerce remplit ses obligations légales et respecte la réglementation du secteur.

§ 6. Le conseiller en prévention vol rédige un rapport du contrôle réalisé. Ce rapport, ainsi que l'avis rendu par le service S.H.E. (si la demande concerne un Horeca), sont transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins qui décide de l'attribution de la prime. La décision est motivée et notifiée au demandeur de la prime.

Article 8 :

Les primes payées sur base d'une demande frauduleuse seront récupérées, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

Article 9 :

Le présent règlement produit ses effets au 1er janvier 2026.

St Gilles Gillis



Toekenning van een gemeentelijke premie aan handelaars ter voorkoming van diefstal en inbraak - Gemeentelijk reglement voor 2026.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 betreffende de hervorming van het administratief toezicht;

Gelet op de omzendbrief van 11 april 1995 van de FOD Binnenlandse Zaken betreffende het modelreglement voor het instellen van een gemeentelijke premie inzake technopreventieve maatregelen ter voorkoming van inbraak in woningen;

Overwegende dat de gemeente een premie wil toekennen om handelszaken op het gemeentelijk grondgebied daadwerkelijk en grondig te beschermen tegen diefstal en inbraak;

Overwegende dat deze gemeentelijke premie handelaars ertoe aan zal zetten om zich tegen inbraakrisico's te wapenen door de beveiliging van hun handelszaak te versterken met doeltreffende technische maatregelen;

Gelet op het risico op diefstal en inbraak dat handelaars, winkels en horecazaken lopen in het kader van hun beroepsactiviteiten, zowel tijdens de openingsuren als wanneer hun bedrijfslokalen gesloten zijn, wat de toekenning van een beveiligingspremie rechtvaardigt;

Overwegende dat ze, door de aanwezigheid van contant geld ter plaatse, een potentieel doelwit zijn voor diefstal, inbraak en overvallen;

Overwegende dat er een gewestelijke premie van Brussel Economie en Werkgelegenheid (BEW) bestaat voor beveiligingsinvesteringen van meer dan € 2000 incl. btw;

Overwegende dat de gemeentelijke premie dus bedoeld is om beveiligingsinvesteringen van minder dan € 2.000, die niet in aanmerking komen voor de gewestelijke premie, te ondersteunen;

Overwegende dat er daarnaast ook een extra belastingaftrek bestaat voor investeringen in de beveiliging van bedrijfslokalen;

Overwegende dat de gemeente Sint-Gillis de handelaars en de economische activiteiten van Sint-Gillis wenst ondersteunen;

Overwegende dat een bedrag van € 4.000 in artikel 300/322-01/78 ingeschreven wordt door de preventiedienst in samenwerking met de dienst Economische Ontwikkeling;

Overwegende dat er daarom een krediet van € 4.000 werd voorbehouden voor het toekennen van een gemeentelijke premie aan handelaars die hun bedrijfslokaal beveiligen in het kader van de preventie van diefstal en inbraak na de goedkeuring van het Voogdijgezag;

Overwegende dat het noodzakelijk is deze materie te reglementeren;

Beslist,

Om het gemeentereglement betreffende de toekenning van een premie aan handelaars die hun bedrijfslokaal beveiligen om zich tegen diefstal en inbraak te beschermen als volgt vast te leggen:

Artikel 1:

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten die voor dit doel toegekend werden, zijnde € 4.000, kan het college van burgemeester en schepenen een premie toekennen voor de aankoop en/of installatie van technische preventiemaatregelen ter beveiliging van handelszaken gevestigd op het grondgebied van de gemeente. Deze premie zal toegekend worden in volgorde van indiening van de aanvraag tot de uitputting van de begrotingskredieten.

Artikel 2:

§ 1. Met een "premie" wordt in dit reglement bedoeld de terugbetaling van een percentage, met een maximumbedrag, van de bedragen betaald voor de aankoop en/of

installatie van technische preventiemaatregelen ter beveiliging van handelszaken tegen diefstal en inbraak.

§ 2. Met een "handelszaak" wordt in dit reglement een lokaal bedoeld dat toegankelijk is voor het publiek en waar een beroepsactiviteit wordt uitgeoefend waarbij rechtstreeks producten of diensten worden verkocht, gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Het betreft onder meer: kleinhandelszaken, winkels en horecagelegenheden (hotels, restaurants, cafés), op voorwaarde dat deze entiteiten aan de volgende criteria voldoen:

- Minder dan tien voltijdsequivalenten tewerkstellen, uitzendkrachten en studenten niet meegerekend;
- De hoofdactiviteit van het bedrijf is de directe verkoop van producten of het verlenen van diensten aan consumenten of kleine gebruikers, waarvoor direct en persoonlijk contact met de klanten nodig is dat, onder normale omstandigheden, plaatsvindt in een gebouw dat zich in de gemeente bevindt.

§ 3. Met "technische preventiemaatregel" worden in dit reglement technische maatregelen bedoeld die genomen worden ter bescherming van handels- en bedrijfslokalen (rolluiken, elektronisch alarmsysteem, gepantserde deur, veiligheids-, meerpunts- of elektromagnetisch slot/vergrendeling, kluis, kassa met vertraagde opening, veiligheidsglas, bewakingscamera's, veiligheidskast). De premie wordt niet toegekend voor intercomsystemen, parlofoonsystemen, domotica-aansluitingen of domotica-gerelateerde diensten en niet toegekend voor eventuele abonnementen aan onderhouds- of monitoringbedrijven.

Artikel 3:

§ 1. De premie wordt uitsluitend toegekend aan handelaars die hun bedrijf willen beschermen en die niet in aanmerking komen voor de premie van Brussel Economie en Werkgelegenheid (BEW). Bijgevolg wordt ze alleen toegekend voor uitgaven tot € 1.999 incl. btw, maar kan ze worden gecombineerd met de extra belastingaftrek die door de FOD Financiën wordt toegekend in het kader van de beveiliging van bedrijfslokalen (FC vennootschapsbelasting 275U).

§ 2. De premie bedraagt 50 % van de aankoop- en/of installatiekosten met een maximum van € 400 per handelszaak.

§ 3. Als een handelaar meerdere handelszaken bezit op het grondgebied van de gemeente Sint-Gillis, kan de premie jaarlijks slechts voor maximaal 2 van deze handelszaken worden toegekend.

Artikel 4:

§ 1. De genomen maatregelen moeten een reële, daadwerkelijke en aanzienlijke bijdrage leveren aan de bescherming van de handelszaak en moeten ook het risico op diefstal en inbraak verminderen.

§ 2. De maatregelen die in aanmerking komen, moeten gericht zijn op de verbetering van de organisatorische en fysieke beveiliging van de handelszaak.

Artikel 5:

Vóór de aankoop en installatie van extra veiligheidsmaatregelen kan advies worden gevraagd aan de diefstalpreventieadviseur, per e-mail op prevention@stgilles.brussels of per telefoon op het nummer :+3225426240.

Het advies beperkt zich tot aanbevelingen over de te nemen maatregelen die in aanmerking komen voor de premie waarop dit reglement betrekking heeft.

Raadpleeg de website <https://stgilles.brussels/services/prevention/prevention-vol/> voor meer informatie.

Artikel 6:

De werken kunnen worden uitgevoerd door de personen die de premie aangevraagd hebben of door een geregistreerd bedrijf. In beide gevallen moeten de originele facturen (of duplicaten) en/of ticket(s) voor de aankoop van materiaal en/of de uitvoering van de werken aan de diefstalpreventieadviseur voorgelegd worden. Indien deze bewijsstukken niet overgemaakt worden, kan de premie niet toegekend worden.

Artikel 7:

§ 1. De premieaanvraag moet bij de preventiedienst worden ingediend door de eigenaar van de handelszaak waar het preventiesysteem zal worden geïnstalleerd, of door de persoon die hiertoe gemachtigd is. De aanvrager moet een aanvraagformulier invullen, ondertekenen en eigenhandig afgeven aan de preventiedienst, Mérodestraat 143, of per e-mail versturen aan prevention@stgilles.brussels of aangetekend verzenden naar de preventiedienst van de gemeente Sint-Gillis, Mérodestraat 143, 1060 Brussel.

De aanvragen worden gecentraliseerd bij de diefstalpreventieadviseur van de gemeentelijke preventiedienst.

§ 2. De premie kan enkel aangevraagd worden voor kosten die vanaf de datum van inwerkingtreding van het huidige reglement gemaakt werden. De werken moeten uitgevoerd worden na de datum van inwerkingtreding van dit reglement en gefactureerd worden voor 31 december 2026. De aanvrager moet het origineel of het duplicaat van de factuur of het ticket van aankoop en/of de plaatsingsfactuur voorleggen die het bedrag van de gemaakte kosten vaststelt.

§ 3. Dossiers betreffende aanvragen tot toekenning van de premie met bewijsstukken van 2026, kunnen echter nog tot 30 juni 2027 ingediend worden. Na deze datum kunnen geen premies voor beveiligingswerken van 2026 meer toegekend worden.

§ 4. De diefstalpreventieadviseur voert een technische en administratieve controle uit.

De administratieve controle omvat een controle van de originele bewijsstukken en van de datum van deze originele bewijsstukken en de controle van alle documenten die relevant zijn voor de toekenning van de premie. De technische controle omvat de

controle ter plaatse of de beveiligingsmaatregelen die het voorwerp uitmaken van de premieaanvraag daadwerkelijk uitgevoerd werden en of ze inderdaad diefstal- en inbraakcontradend werken.

§ 5. Als de aanvraag betrekking heeft op een horecazaak, vraagt de diefstalpreventieadviseur het advies van de dienst Veiligheid, Hygiëne en Leefmilieu (VHL) van de gemeente en gaat hij bij de dienst Economische Ontwikkeling na of de handelszaak voldoet aan haar wettelijke verplichtingen en aan de regelgeving van de sector.

§ 6. De diefstalpreventieadviseur maakt een verslag van de controle op. Dit verslag wordt samen met het advies van de dienst VHL (als de aanvraag betrekking heeft op een horecazaak), overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen, dat beslist over de toekenning van de premie. De beslissing wordt gemotiveerd en meegedeeld aan de premieaanvrager.

Artikel 8:

Premies die op basis van een frauduleuze aanvraag toegekend werden, zullen teruggevorderd worden, ongeacht eventuele gerechtelijke vervolgingen.

Artikel 9:

Dit reglement wordt van kracht op 1 januari 2026.